

# L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

**AGI**  
SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
01 BP 8568 RP Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21318733  
+229 21316066

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## Consommation d'essence

Les activités redoublent pour les stations-service du Bénin, grâce au nouveau président nigérian

La suppression des subventions d'essence au Nigeria constitue un pilier de rentabilité pour les stations-service du Bénin ... • (Page 06)

## Conduite

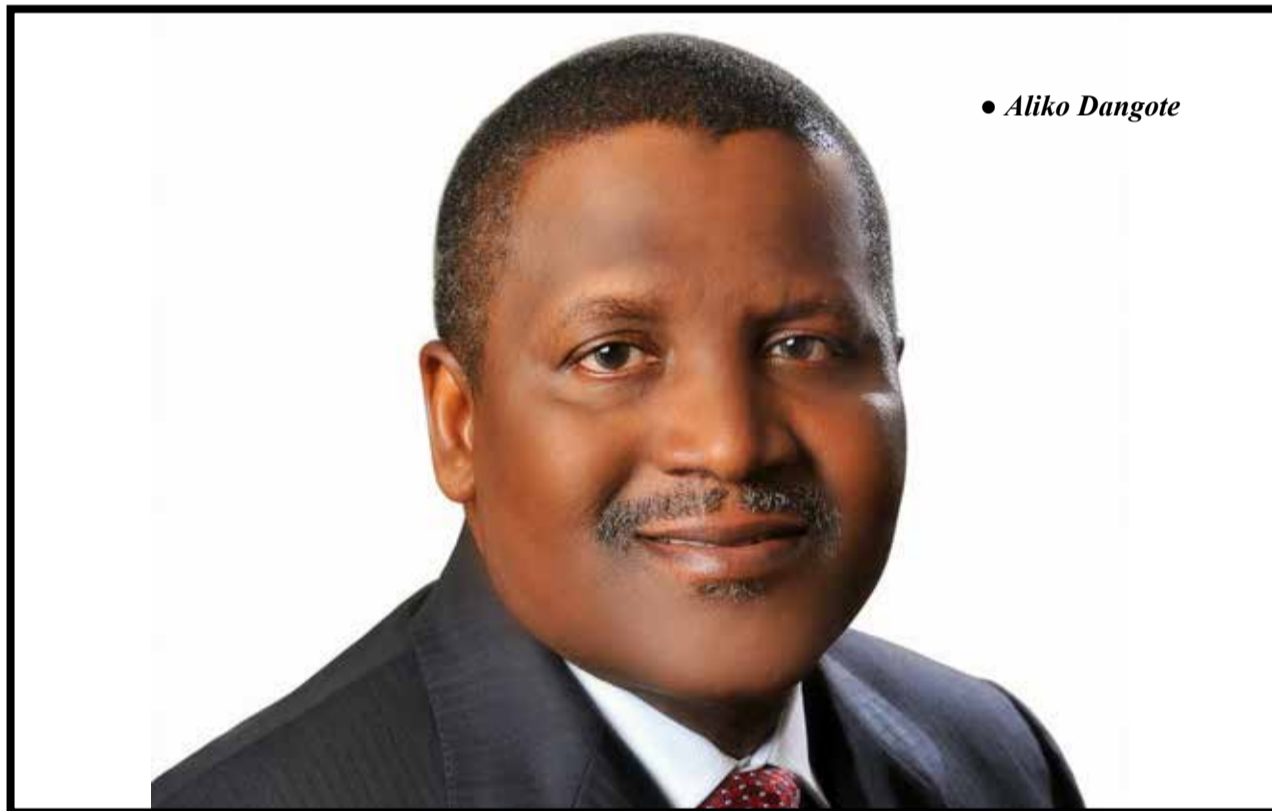
Les transporteurs Béninois au Gabon reçoivent leur permis biométrique

Une délégation du ministère des transports conduite par Rodrigue Michowadou, directeur des titres du ... • (Page 10)

## Intégration économique en Afrique

• (Page 03)

# Aliko Dangote prône la suppression des visas entre Etats



• Aliko Dangote

## Bonne gouvernance au Bénin

• (Page 11)

# Le FMI note des progrès, mais...



## Accès à l'Energie

### Le MCA Bénin II tient sa dernière session ordinaire

Les administrateurs du MCA-Bénin II ont tenu ce mardi 20 juin 2023, leur 31e session ordinaire sous ... • (Page 04)

## Investissements au Bénin

### La GDIZ et ses atouts exposés aux industriels provençaux en France

Pour accroître l'engouement des investisseurs étrangers autour de la Zone industrielle de Glo-Djigbé-Zè ... • (Page 04)

## Super ligue pro de football

### 09 joueurs suspendus pour inconduite par la FBF

La dernière journée de la super ligue pro de football, saison 2022-2023 se jouera ce samedi 24 juin 2023 sans certains joueurs. Neuf joueurs évoluant en championnat national de football de première division ne pourront pas ... • (Page 11)

## Changements climatiques

### Le Bénin en atelier d'élaboration de sa 4<sup>ème</sup> communication nationale

Obligation pour tous les Etats parties prenantes de la Conférence des Parties (COP) et de la Convention- ... • (Page 02)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	616.50	655.95	100.42	1.38	68.50	35.74	7.91	97.15	22.49	0.13

## Changements climatiques

### Le Bénin en atelier d'élaboration de sa 4<sup>ème</sup> communication nationale

Obligation pour tous les Etats parties prenantes de la Conférence des Parties (COP) et de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Quatrième Communication nationale et le 2<sup>ème</sup> rapport biennal actualisé sur les changements climatiques au Bénin occupent acteurs du Ministère du cadre de vie et des transports, chargé du développement durable, et acteurs de la société civile. En atelier à « Bénin Royal Hôtel » de Cotonou, ces différents acteurs passent en revue les réussites et défis en matière de lutte contre les changements climatiques au Bénin.

• Sylvestre TCHOMAKOU

Atteint à soumettre à la Conférence des Parties (COP), une communication nationale sur les changements climatiques tous les quatre ans et un rapport biennal actualisé tous les deux ans, le Bénin se ménage pour honorer ses engagements internationaux. C'est ce qui justifie le lancement, mardi 20 juin 2023, de l'atelier du projet de la Quatrième communication nationale et du Deuxième rapport biennal actualisé (QCN-DRBA) du Bénin sur les changements climatiques. Faisant suite à trois précédentes communications et un rapport biennal les années antérieures, cet atelier qui mobilise acteurs étatiques et OSC intervenant sur les questions de changements climatiques, a pour objectifs de mettre à jour les données et informations contenues dans la 3<sup>ème</sup> communication nationale, et le premier rapport biennal actualisé ; de renforcer les capacités nationales aux fins de l'intégration des préoccupations liées aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies, plans et programmes de dévelop-



pement au niveau national, au niveau local et au plan sectoriel. Pour atteindre ces objectifs, le projet QCN-DRBA, selon Martin Pépin Aïna, Directeur général de l'environnement et du climat (DGEC), devra actualiser les circonstances nationales en rapport avec la variabilité climatique et les changements climatiques ; établir les inventaires nationaux de gaz à effet de serre sur la période 2016-2021 ; évaluer les options et mesures d'atténuation des changements climatiques ; évaluer la vulnérabilité et les options et mesures d'atténuation, d'adaptation des systèmes naturels et humains ; identifier les contraintes lacunes, les contraintes financières, techniques, humaines et autres informations jugées

utiles pour atteindre les objectifs de la convention. Ces données et informations, selon le DGEC, « constituent le socle pour une meilleure participation du Bénin au futur régime climatique amorcé en 2020 ». Sur les deux jours d'atelier, les acteurs devront s'accorder sur les modalités de mise en œuvre du projet, examiner et évaluer le plan de travail annuel, le plan de passation des marchés du projet pour la première année 2023, etc.

A noter que grâce aux mesures prises en 2016, le Bénin a pu réduire énormément ses émissions de gaz à effet de serre. L'attente de cette Quatrième communication est donc que des pas soient davantage faits au profit de la sauvegarde de l'environnement au Bénin.

## AUX DECIDEURS...

### Défi aux recruteurs

En cette époque numérique, les dirigeants investissent dans les outils et les technologies dont leurs entreprises ont besoin pour suivre le rythme des changements constants. Toutefois, il leur faut bien plus que la bonne technologie : il faut surtout les bonnes personnes. Toutefois, recruter les bons talents devient de plus en plus difficile : un plus grand nombre d'opportunités pour les meilleurs candidats, des offres de travail toujours plus flexibles et polyvalentes, et une tendance à « switcher » d'une entreprise à une autre. Comment attirer les meilleurs talents et les garder ? C'est la question que se pose le magazine le Monde économique. Attirer les milléniaux : trouver le candidat qui répond à toutes les exigences. Pour attirer et garder les talents les plus prometteurs, une belle offre de développement de carrière est essentielle. Mais aujourd'hui, cette mission est beaucoup plus complexe qu'il y a quelques décennies en arrière : les candidats sont toujours plus nombreux, mais les qualifications demandées sont de plus en plus variées et les salariés changent facilement d'entreprise. Il est devenu compliqué de trouver le candidat parfait, et quand vous l'avez trouvé, il est encore plus difficile de le garder. Une qualité ressort en particulier lorsqu'il s'agit des besoins du salarié d'aujourd'hui : la flexibilité. De nouveaux modes de vie qui chamboulent le domaine professionnel. Ces dernières années, une prise de conscience générale s'est répandue concernant les conséquences du travail sur la santé : que ce soit sur la santé physique ou mentale, les préoccupations des nouvelles générations s'attardent davantage sur les conditions de travail, contrairement aux générations précédentes qui avaient peut-être moins le choix. De plus, nombreux sont ceux qui ont profité de la pandémie pour reconsidérer leurs choix de vie et de carrière. Certaines vieilles méthodes de travail ont été remises en question et de nouvelles habitudes ont été prises, par exemple passer plus de temps avec sa famille, servir sa communauté et éviter les déplacements quotidiens. Enfin, il y a également un nouveau mode de vie qui a gagné en popularité : les travailleurs nomades, ou nomades digitaux. Le télétravail forcé durant la pandémie a plu à beaucoup de salariés, et les interactions en ligne sont devenues presque naturelles. Les éléments à prendre en compte pour recruter et garder les salariés. Bien qu'il soit impossible de prédire l'avenir, tout laisse à croire que le monde du travail est en pleine métamorphose. Les entreprises qui réussiront seront celles qui sauront s'adapter face à tous ces changements. Voici deux éléments essentiels à prendre en compte pour recruter des talents et, surtout, les garder au sein de l'entreprise. Adapter sa stratégie aux nouvelles règles du jeu. Actuellement, on assiste à une grande vague d'expérimentation : des entreprises mettent au point des pratiques de gestion des talents qui, par exemple, permettent aux employés de travailler de n'importe où trois mois par an, de venir moins souvent au bureau, de regrouper leurs heures de travail en trois jours seulement ou de les répartir de la manière qu'ils souhaitent sur les sept jours. Auparavant, les normes du monde professionnel étaient plus ou moins similaires dans toutes les entreprises, avec le fameux 9-5 au bureau et une hiérarchie qui distribue clairement les tâches. L'humain était beaucoup moins central, avec des objectifs de productivité et d'efficacité qui se basaient simplement sur les chiffres. Ce changement des mentalités a fait germer de nouvelles méthodes de travail innovantes, et chaque entreprise peut se démarquer comme elle le souhaite pour attirer les candidats les plus talentueux. En tant que dirigeant, la première chose à faire est donc de rester en veille et d'observer ce qui se fait ailleurs, pour ne pas se retrouver à la traîne. Privilégier un mode de travail flexible et orienté vers l'avenir. Aujourd'hui plus que jamais, les salariés souhaitent disposer de méthodes de travail plus saines et tournées vers l'avenir. Il faut que les dirigeants comprennent très vite que si les employés veulent plus d'autonomie pour vivre une vie à multiples étapes, le facteur organisationnel auquel ils tiennent le plus est la flexibilité. Cette flexibilité concerne aussi bien le lieu et le moment où ils travaillent, que celle de lancer une petite entreprise en parallèle. Les salariés d'aujourd'hui souhaitent avoir la possibilité de prendre des congés plus facilement, et de pouvoir explorer de nombreuses facettes de leur potentiel. Les envies professionnelles tendent désormais vers plus d'autonomie, plus de liberté, et plus de pouvoir personnel dans le cadre de leurs missions. Ainsi, si un dirigeant limite trop ses salariés dans l'expression de leur talent, il risque de perdre rapidement ses meilleurs éléments.

Jean-Claude KOUAGOU

## Cari du jour



## Eco secret

### Togo : hausse des indicateurs du port autonome de Lomé en 2021

Le Port autonome de Lomé (PAL) a enregistré une hausse de ses indicateurs en 2021, selon une note publiée par la plateforme située en Afrique de l'ouest. Les statistiques, il a été noté, une augmentation du tonnage global à 3.493.845 tonnes de marchandise en 2021, soit un taux de croissance de 14, 17% par rapport à 2020. Pour sa part, le transbordement a connu une augmentation de 15,30% entre 2020 (1.342.546 conteneurs) et 2021 (1.585.101 conteneurs). Le trafic conteneur a progressé de 14,72% soit une augmentation de 254.064 conteneurs, passant ainsi de 1.725.270 conteneurs.

## Intégration économique en Afrique

## Aliko Dangote prône la suppression des visas entre Etats

Intervenant à l'occasion de la 30e édition des Assemblées annuelles d'Afreximbank à Accra au Ghana où il a été invité, l'homme d'affaires nigérian Aliko Dangote a plaidé pour la suppression de visas entre pays africains. A l'en croire, c'est un pas important vers l'intégration économique, une condition pour l'effectivité de la Zone de libre échanges continentale.

• Bidossessi WANOU

Placée sous le thème « Concrétiser la vision. Créer la prospérité pour les Africains », la trentième édition des Assemblées annuelles d'Afreximbank a démarré le 18 juin à Accra au Ghana pour s'achever ce jour. Occasion de grande rencontre, des décideurs et acteurs économiques de haut niveau du continent prennent part à ces assises. C'est le cas de l'homme d'affaires nigérian, Aliko Dangote qui a profité de la tribune qui lui est offerte pour plaider pour la suppression des visas entre pays africains. Selon l'homme d'affaires, c'est une condition sine qua non à l'intégration économique qui impulsera le développement du continent africain. Dans ses récriminations, il a déploré le fait que tous les pays africains n'acceptent pas le passeport Union africaine dont il est porteur. Et

pourtant, c'est la vocation principale de cette organisation dont tous les pays africains sont membres. « J'ai le passeport de l'Union Africaine mais tous les pays ne l'acceptent pas encore », a regretté Aliko Dangote. Cette situation, à l'en croire, entrave le développement économique du continent et plus, son développement tout court. Passer d'un pays africain à l'autre ne devrait pas constituer un parcours de combattant pour le citoyen africain déjà porteur d'une pièce d'identité d'un Etat africain. « Pas de visas à l'arrivée à tous les Africains. Ça me permet d'aller dans n'importe quel pays d'Afrique et y investir », a argué l'homme d'affaires. En réalité, l'imposition du visa à l'entrée limite le développement économique et remet en cause la libre circulation des biens et des personnes selon Aliko Dangote. Alors que les Européens sont acceptés dans



les pays africains avec le passeport de l'Union européenne, Aliko Dangote trouve étrange le rejet du passeport de l'Union africaine, pourtant organisation au même titre que l'Union européenne. « L'Occident ne viendra pas développer notre propre économie, nous devons donc le faire. Nous devons nous assurer

que la ZLECAF fonctionne », a-t-il rappelé en appelant à « créer la prospérité par l'industrialisation ». Dans la perspective du démarrage prochain de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), Aliko Dangote a insisté sur la suppression des visas entre pays africains comme un préalable sachant que cela

constitue un obstacle pour les opportunités d'affaires, l'échange de connaissances et les investissements entre pays africains et donc la coopération sud-sud.

#### Le Rwanda et le Bénin, des pays de vision

Depuis le 1er janvier 2013,

les ressortissants des pays africains sont exemptés des procédures de demande de visa pour se rendre au Rwanda. Ce n'est qu'aux frontières qu'ils reçoivent un document de séjour. Plus tard, au début de l'année 2017, le gouvernement béninois a suivi cet exemple exemptant de visa d'entrée au Bénin, les ressortissants de 31 pays africains quand le séjour n'excède pas 90 jours. Si la situation sécuritaire sur le continent notamment en Afrique de l'Ouest a amené beaucoup à critiquer cette décision, le temps donne raison à l'homme d'affaires au pouvoir au Bénin. C'est une décision d'une grande portée économique comme l'a soutenu Aliko Dangote. Reste cependant que l'exemple soit suivi par les autres Etats et la décision étendue aux ressortissants des 54 Etats africains. C'est le début de toute intégration.

## Gestion des finances

## Fitch confirme la note B+ avec Perspective stable pour le Bénin

L'agence de notation Fitch annonce la note B+ avec Perspective stable pour le Bénin. Cette notation selon l'agence internationale de notation, s'explique par la résilience de l'écon-

omie béninoise en dépit des chocs exogènes marqués, entre autres, par la guerre en Ukraine, la croissance économique, et la maîtrise de la dette. Le Bénin a une économie résiliente. Le taux d'inflation en 2022, est de l'ordre de 1,3%, et inférieur

à la moyenne dans l'espace UEMOA (7,4%). L'agence de notation Fitch au regard des performances, a annoncé la note B+ avec Perspective stable. La politique anti-inflationniste du Bénin et les performances du secteur agricole selon l'agence, ont

été déterminants pour le contrôle des prix des produits de première nécessité. Pour 2023 et 2024, Fitch annonce une croissance estimée à 6,5% pour le Bénin. Une performance qui devrait être soutenue par le secteur agricole, et la Zone

industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) en pleine expansion. L'agence de notation a salué la stratégie de gestion de la dette intérieure du Bénin. Le pays selon l'agence, a « un niveau d'endettement modéré », qui dénote des réformes et politiques

budgétaires en place. Avant Fitch, Moody's a accordé en décembre 2022 au Bénin, la note B1 avec Perspective stable.

Source externe

## Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 habitants/Km <sup>2</sup>	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)

Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 \$	2018
Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2019
Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018
Balance commerciale	-165 milliards de francs CFA	Statistiques mondiales (2019)
Taux d'intérêt des dépôts au Bénin	6,49%	Statistiques mondiales
Bénin Taux moyen interbancaire à trois mois	5,76%	Trading economics

## Investissements au Bénin

## La GDIZ et ses atouts exposés aux industriels provençaux en France

Pour accroître l'engouement des investisseurs étrangers autour de la Zone industrielle de Glo-Djigbé-Zè (GDIZ), le Bénin multiplie ses cartes. Grâce à l'initiative « Roadshow France 2023 », l'Agence de promotion des investissements et des exportations (APIEx) et la Société d'investissement et de promotion de l'industrie (SIPI-Bénin SA) ont dévoilé, lundi 19 juin 2023, aux industriels provençaux de la France les opportunités d'investissements au Bénin dans divers secteurs.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Pays d'Afrique de l'ouest en plein essor économique et favorisé par une situation géographique stratégique, un environnement des affaires en constante amélioration et un cadre institutionnel, macroéconomique et juridique propice aux affaires, le Bénin, fort de ses multiples atouts, est, depuis le lundi 19 juin 2023, au contact des investisseurs français. Objectif : susciter dans le rang des investisseurs français et internationaux, la volonté d'investir au Bénin. Pour ce « Roadshow » (série de réunions dans différentes villes françaises) qui intervient dans un contexte d'industrialisation (en cours) du pays, la 1ère journée des échanges a été pour la délégation béninoise conduite par Laurent Gangbès, DG de l'Agence de promotion des investissements et des exportations (APIEx) de présenter « les opportunités d'investissement exceptionnelles qu'offre le Bénin ». Ce, devant un auditoire de plus de 80 industriels de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette première



rencontre du « Roadshow France 2023 », a été pour les industriels français représentés par Bernard Kleynhoff, Vice-président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, de découvrir les multiples opportunités d'investissement qu'offre le Bénin, notamment dans les secteurs du numérique, de l'industrie pharmaceutique, de l'agroalimentaire, du tourisme et de l'agriculture. Présent au cours des échanges, le Directeur général de la Société d'investissement et de promotion de l'industrie (SIPI-Bénin SA), a présenté à l'auditoire, le caractère innovant de la Zone industrielle de Glo-Djigbé-Zè (GDIZ) qui, dit-il, ambitionne de

devenir la première zone industrielle de l'Afrique. Le même exercice a été fait par Achille Houssou, Directeur de la Société Immobilière d'Aménagement Urbain (SImAU) qui, quant à lui, a présenté multiples projets d'infrastructures portés par l'Etat béninois. Il n'a pas manqué d'insister sur les opportunités dans les secteurs d'intérêt pour les entreprises françaises de la région Sud.

Faisant partie de la délégation, Brice Houeton, DG de la Caisse des Dépôts et de Consignations du Bénin (CDC Bénin) a, pour sa part, exposé les dispositifs complémentaires mis en place au Bénin pour réduire les risques encourus par les investisseurs étrangers et nationaux. Tout ceci sera suivi de la présentation du Président du CAMEC, Alain Amoussoukpèvi qui a mis en avant les efforts du Bénin en matière de justice commerciale équitable. A son auditoire, il a pris le soin de préciser que le choix de la promotion des modes alternatifs de règlement des litiges commerciaux est de nature à rassurer les investisseurs et à leur apporter de la sérénité dans leur volonté de s'installer au Bénin. Au terme de ces échanges qui ont permis aux industriels français de mieux comprendre l'univers béninois des affaires, la délégation béninoise a pu visiter l'usine Fer à Cheval fabriquant le célèbre savon marseillais. Le même exercice se poursuivra dans d'autres villes telles : Paris, Lyon, Rennes, Nantes et Louviers ; avec l'appui de Bpifrance, partenaire stratégique du Bénin.



## Accès à l'Energie

## Le MCA Bénin II tient sa dernière session ordinaire

Les administrateurs du MCA-Bénin II ont tenu ce mardi 20 juin 2023, leur 31e session ordinaire sous la Présidence du Ministre d'Etat Abdoulaye BIO TCHANE. Le bilan de mise en œuvre des activités du MCA-Bénin II, est le point central à l'ordre de la session.

● Abdul Wahab ADO

La date du jeudi 22 juin 2023 marque la fin du programme du MCA Bénin. Ainsi, lors de la 31e session ordinaire de son Conseil d'administration qui est la dernière, le Coordonnateur national du MCA Bénin II, Gabriel Degbegni, dans son allocution, a fait savoir que « Le deuxième Compact du Bénin égrène inexorablement ses derniers jours ». A quelques jours de l'échéance « le MCA-Bénin II peut établir un bilan positif de la mise en œuvre de ses activités qui ont manifestement contribué à révolutionner le secteur de l'énergie au Bénin par des réformes structurelles et des infrastructures modernes de dernière génération », selon le coordonnateur national. A l'en croire, « sur six années consécutives, les ressources financières octroyées à notre pays par le peuple américain ont permis de rendre l'environnement du sous-secteur de l'électricité plus attractif et plus favorable aux investissements tant publics que privés, de moderniser et renforcer les infrastructures électriques de la SBEE, de promouvoir l'intégration sociale et le genre, ainsi que l'entrepreneuriat féminin dans le secteur de l'énergie, et de soutenir la croissance économique du pays. Au plan national et substantiellement, le Programme MCA-Bénin II a également contribué à réduire les perturbations observées sur le réseau électrique, améliorer la stabilité de la tension, et offrir un accès plus fiable à l'électricité avec de nouveaux services adaptés aux zones rurales, et aux personnes à faible revenu ». Il faut préciser que le MCA-Bénin II a accompagné le Gouvernement dans le processus de sélection d'un producteur indépendant d'électricité pour la construction et l'exploitation de quatre centrales solaires photovoltaïques pour une capacité totale de 50 MW à Bohicon, Parakou, Djougou et Natitingou.

## Le point des réalisations du MCA Bénin II

Selon le bilan de la mise en œuvre du programme



présenté par le Coordonnateur national, « en matière de réalisations physiques, MCA-Bénin II a financé, entre autres : la construction et la réhabilitation d'environ 879 km de lignes électriques 63 kV, 33 kV et 15 kV à Cotonou, Parakou, Djougou, Natitingou et dans certaines localités environnantes. La construction ou la réhabilitation de dix-neuf (19) sous-stations électriques à Cotonou, Sèmè-Podji, Abomey-Calavi, Bohicon, Parakou, Djougou et Natitingou. La construction et l'équipement d'un centre moderne de contrôle de la distribution d'électricité dénommé Dispatching à Akassato comme Centre principal, et un centre de rempli à Bohicon. L'aménagement d'un terrain de football, à côté du Dispatching dans le cadre des mesures compensatoires pour les personnes affectées par le Projet à Akassato. Au titre du Projet « Accès à l'électricité hors-réseau », et précisément à travers la Facilité d'Energie Propre Hors réseau (OCEF), MCA-Bénin II a mis en place des mini réseaux électriques et des kits solaires dans certaines localités qui ne sont pas encore raccordées au réseau conventionnel de la SBEE dans le but de promouvoir le développement social et économique de ces zones. Pour atteindre de tels résultats, MCA-Bénin II a signé plus de 190 contrats dont 18 contrats de travaux. Aujourd'hui, tous les travaux prévus sont achevés, et il reste le suivi de la période de notification des défauts/vices pour certains ouvrages réceptionnés ».

Pour les travaux qui nécessitent un suivi pendant la période de garantie, les dispositions sont prises pour leur transfert à la SBEE, et

à d'autres structures, susceptibles d'assurer la relève. Des actes de donation sont également élaborés pour transférer la propriété des actifs qui le nécessitent aux structures bénéficiaires que sont principalement les agences de mise en œuvre. En termes de réalisation financière, si la performance globale du Fonds Compact est de 99,50% pour les engagements, et 84,14% pour les décaissements au 22 juin 2023, nous prévoyons être à 100% à la fin de la période de clôture » a confié le coordonnateur national.

Le Ministre du Développement et de la Coordination de l'Action Gouvernementale, Ministre d'Etat, Président du Conseil d'Administration de MCA-Bénin II, a fait savoir que la 31ème session du Conseil d'Administration, intervient à deux jours de la date fatidique et inévitable de fin du Compact, le 22 juin 2023. A deux jours de la fin du Compact, nous pouvons apprécier à leur juste valeur, les efforts fournis par tous depuis le 22 juin 2017 où le Compact est entré en vigueur.

Le ministre d'Etat a précisé qu'au cours de la présente session, divers documents financiers axés précisément sur les décaissements seront examinés, pour permettre le paiement des engagements déjà souscrits et réalisés jusqu'au 22 juin 2023. « L'état de la mise en œuvre du plan de clôture retiendra particulièrement notre attention, notamment en ce qui concerne la cession des contrats, la donation des actifs et la gestion du personnel », a indiqué Abdoulaye Bio Tchane. Le ministre d'Etat a également indiqué qu'une bonne pérennisation des acquis dépend d'un bon plan de clôture et de sa mise en œuvre ».

# ROADSHOW FRANCE 2023

OSEZ  
LE BENIN !

LA TERRE DES  
OPPORTUNITÉS

19 AU 27 JUIN 2023



## COMMUNIQUE DE PRESSE

**"Osez le Bénin ! Roadshow France 2023" : L'événement clé pour découvrir les opportunités d'investissement dans un marché dynamique en plein essor.**

**Cotonou, 16 juin 2023** – La Présidence de la République du Bénin, l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations du Bénin, la Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) et la Banque Publique d'Investissement France (Bpifrance), sont ravis d'annoncer le lancement de la tournée "Osez le Bénin ! Roadshow France 2023", organisée en partenariat avec des institutions renommées. Cette initiative de promotion du Bénin se déroulera du 19 au 27 juin 2023 dans plusieurs villes françaises (Marseille, Lyon, Paris, Rennes, Nantes et Louviers). Elle vise à encourager les investisseurs français et internationaux à explorer les opportunités exceptionnelles d'investissement en République du Bénin.

Situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le Bénin est une véritable porte d'entrée vers les marchés de la sous-région. La population de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a doublé au cours des 10 dernières années témoignant d'un potentiel de croissance économique significatif. Avec un taux de croissance annuel moyen prévu de 5,7% pour la période 2022-2026, le Bénin offre un environnement propice aux investissements et présente de nombreuses opportunités dans divers secteurs.

En tant que destination émergente pour les investissements, le Bénin s'est engagé dans une transformation structurelle profonde de son économie. Le pays dispose d'un climat des affaires favorable aux investissements, avec des avantages tels que l'accès à l'énergie électrique à un prix compétitif et une fiscalité liée aux investissements avantageuse. Les performances économiques et financières reconnues par les principales agences de notation (B+ décernée par Standard & Poor's) témoignent de la solidité du cadre macro-économique du Bénin.

En plus de son environnement des affaires favorable, le Bénin est un pays de paix et de sécurité, qui jouit d'une stabilité politique et sociale qui garantit un environnement propice aux investissements. En tant que membre de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et de la CEDEAO, le Bénin bénéficie également d'un accès privilégié à un vaste marché régional de quatre cent vingt (420) millions de consommateurs.

Il convient de souligner que le Bénin est éligible à l'AGO (African Growth and Opportunity Act) et l'EBA (Everything but Arms), qui permettent aux entreprises produisant au Bénin d'exporter en franchise de droits de douane vers les États-Unis et l'Europe. Ces dispositifs ouvrent de nouvelles perspectives commerciales et renforcent la compétitivité des entreprises installées au Bénin.

Le roadshow "Osez le Bénin ! Roadshow France 2023" offre aux investisseurs français et internationaux une occasion unique de découvrir de près, les opportunités d'investissement exceptionnelles que propose le Bénin, notamment dans les secteurs de l'agriculture, l'agro-industrie, l'industrie pharmaceutique, le numérique, le tourisme, les services...

### À propos de "Osez le Bénin ! Roadshow France 2023"

Le "Osez le Bénin ! Roadshow France 2023" est un événement exclusif organisé par l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations, la Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie (en charge du développement de la Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ)) et leurs partenaires. Il vise à promouvoir les opportunités d'investissement au Bénin et à encourager les investisseurs français et internationaux à découvrir le potentiel économique et les avantages compétitifs du pays. Le roadshow se tiendra du 19 au 27 juin 2023 dans les villes françaises de Marseille, Lyon, Paris, Rennes, Nantes et Louviers.

### À propos de l'APIEx Bénin

L'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx) est une agence gouvernementale placée sous la tutelle de la Présidence de la République. L'APIEx est l'organe opérationnel du gouvernement chargé de mettre en œuvre sa politique de promotion des investissements et des exportations. Elle est l'interlocuteur privilégié des investisseurs. En tant que guichet unique de création d'entreprises et point d'entrée pour les investisseurs, l'APIEx joue un rôle clé dans la formalisation, l'orientation, l'information, l'assistance et l'accompagnement des investisseurs et des entreprises. En savoir plus sur : <https://apiex.bj>

### À propos de la GDIZ

La Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), développée par la Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie - BENIN (SIPI-BENIN SA), est une joint-venture entre Arise Integrated Industrial Platforms (IIP)

et la République du Bénin. La GDIZ est une zone industrielle dynamique de 1 640 hectares (phase 1 : 400 ha) développée par ARISE Integrated Industrial Platforms (IIP) qui compte parmi ses infrastructures plusieurs Zones Industrielles en Afrique, notamment au Gabon (Zone Économique Spéciale de Nkok) et au Togo (Plateforme Industrielle d'Adétikope) et dans d'autres pays du continent Africain.

Suivez-nous pour être informés de toutes les opportunités d'emploi disponibles à la GDIZ et abonnez-vous à nos différents canaux numériques. En savoir plus sur : <https://gdiz-benin.com/fr/>

### À propos de la CDC Bénin

La CDC Bénin est une institution publique financière œuvrant en soutien aux politiques publiques menées par l'État et les collectivités territoriales, avec pour mission principale de promouvoir le développement économique et social du pays. Fondée en 2020, elle s'engage à apporter des solutions innovantes pour répondre aux besoins de financement des investissements au Bénin. La CDC Bénin joue un rôle clé dans la mobilisation et la gestion sécurisée de l'épargne nationale ainsi que des fonds réglementés, en les orientant vers le financement du développement rapide des secteurs public et privé. En savoir plus sur : <https://cdcb.bj>

### À propos du CAMEC Bénin

Le CAMEC-CCIB est l'organe de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) chargé de faciliter le règlement des litiges nés des relations commerciales par la promotion des Modes Alternatifs de Règlement des Litiges, (MARL), notamment l'Arbitrage, la Médiation et la Conciliation. Il vise à favoriser un climat des affaires rassurant pour les investisseurs nationaux et étrangers en offrant un recours diligent et professionnels de règlement des litiges. En savoir plus sur : <https://camec.bj>

### À propos de Bpifrance et de Bpifrance en Afrique

A travers le territoire français et dans le monde, Bpifrance finance les entreprises – à chaque étape de leur développement – en crédit, en garantie et en fonds propres. La Banque publique d'investissement les accompagne dans leurs projets d'innovation ainsi qu'à l'international en assurant leur activité export à travers une large gamme de produits. Conseil, formation, mises en relation et programmes d'accélération à destination des startups, des PME et des ETI font également partie de l'offre proposée aux entrepreneurs. Grâce à Bpifrance et ses 59 implantations régionales (dont 9 à l'international), les entrepreneurs bénéficient d'un véritable guichet unique pour les accompagner à faire face à leurs défis.

S'inscrivant dans une logique de rapprochement des territoires, de connexion des acteurs et de financement des courants d'affaires, en étroite collaboration avec l'ensemble des opérateurs institutionnels et privés aux mandats complémentaires, Bpifrance apporte notamment son appui aux entrepreneurs français désireux de développer leurs activités en Afrique, via le financement, l'assurance et le développement export (crédit export, assurance export, missions). Bpifrance dispose à cet effet d'équipes export basées à Abidjan (Côte d'Ivoire), Dakar (Sénégal) / Afrique de l'Ouest, Casablanca (Maroc) / Afrique du Nord et Nairobi (Kenya) / Afrique de l'Est et du Sud.

Par ailleurs, la banque publique d'investissement soutient les gouvernements dans la création de structures de financement et d'accompagnement des de leur propre tissu entrepreneurial, renforce les interactions commerciales entre les écosystèmes français et africains en mettant en relation les entreprises, les investisseurs et les structures d'accompagnement des pays européens et africains (via sa plateforme EuroQuity), investit dans des fonds de capital-investissement à destination du continent africain, qui investissent dans des start-ups, PME et ETI africaines présentant un fort potentiel de croissance (fonds de fonds Averoès Africa).

Plus d'information sur : [www.Bpifrance.fr](http://www.Bpifrance.fr) - Suivez-nous sur Twitter : @Bpifrance - @BpifrancePresse



## Semi-conducteurs

## L'Allemagne casse sa tirelire pour obtenir la future usine d'Intel



Combien coûte la souveraineté ? La question est plus philosophique qu'autre chose, mais on connaît le pragmatisme des Allemands, qui ont décidé d'un bon gros chèque pour réponse. L'Allemagne a accepté de donner une subvention de près de 10 milliards d'euros au géant américain des semi-conducteurs Intel, soit quelque 3 milliards de plus que prévu, pour lancer un important projet d'usine dans le pays. La subvention « passe de 6,8 milliards à 9,9 milliards d'euros », a indiqué ce lundi une source gouvernementale alors que la coalition d'Olaf Scholz était elle-même divisée sur la question. Annoncée en mars 2022, la construction de l'usine de Magdebourg (centre-est), qui devait commencer au premier semestre, n'a toujours pas commencé, Intel invoquant des surcoûts liés à l'inflation.

## Des semi-conducteurs en Europe

Ce site offrira « une expansion majeure de la capacité de production d'Intel en Europe », a assuré dans un communiqué Pat Gelsinger, PDG du groupe américain, saluant le geste du gouvernement allemand. La subvention représentera près d'un tiers de l'investissement total pour ce projet désormais évalué à quelque 30 milliards d'euros, contre 17 milliards annoncés l'an dernier. Ce sera « le plus gros investissement jamais réalisé par une entreprise étrangère en Allemagne », s'est réjoui le ministre de l'Économie et du Climat Robert Habeck qui a bataillé pour obtenir la hausse des aides.

## Des tensions sur le budget de l'Allemagne

Car la question avait tourné au bras de fer politique entre l'écologiste et le ministre des Finances libé-

ral Christian Lindner. L'innovation ne doit pas se faire aux frais du contribuable, déplorait le grand argentier du gouvernement. « Il n'y a plus d'argent dans le budget », avait-il asséné début juin. La coalition d'Olaf Scholz a les plus grandes difficultés à boucler le budget 2024. Après les largesses nécessitées par la pandémie, puis les aides massives aux ménages et entreprises contre l'inflation, le retour promis à l'orthodoxie budgétaire suscite des tiraillements.

## 80 milliards d'investissement sur dix pignes

La future usine de Magdebourg, à 150 km à l'ouest de Berlin, est le projet phare d'un vaste plan d'Intel pour produire des puces électroniques en Europe, avec d'autres investissements prévus, en France, en Irlande et en Pologne notamment. Intel avait annoncé en 2022 un programme pouvant aller jusqu'à 80 milliards d'euros investis sur dix ans. L'usine allemande s'inscrit aussi dans le cadre du « Chips Act », le programme de l'Union européenne pour qu'elle atteigne 20 % du marché mondial des semi-conducteurs en 2030, ce qui signifie quadrupler la production européenne actuelle.

## L'Allemagne à la conquête de sa souveraineté

Le plan européen prévoit de mobiliser au total 43 milliards d'euros d'investissements publics et privés. L'objectif de l'UE est de retrouver une place aux côtés de l'Asie et de l'Amérique dans cette industrie stratégique. L'Allemagne se veut le fer de lance de ce mouvement destiné à accroître la souveraineté européenne. L'usine de Magdebourg doit créer quelque 3.000

emplois et des « dizaines de milliers » d'autres chez les fournisseurs. Ces investissements sont jugés d'autant plus importants que la première économie européenne, entrée en récession au début de l'année, doute de son modèle économique et cherche à s'assurer les bases d'une reprise.

## Rentable ou pas ?

Le chèque à Intel pourrait faire monter les enchères avec d'autres investisseurs étrangers : l'Allemagne cherche à décrocher la première usine européenne du groupe taïwanais TSMC -l'un des plus gros fabricants du monde de puces. Des discussions sont en cours pour une implantation dans la région de Dresde, premier pôle européen de microélectronique, déjà surnommée la « Silicon Saxony ». Une décision est attendue au plus tôt en août, selon TSMC. Pour rester dans la course aux innovations industrielles, l'UE collectivement et les États membres dépensent sans compter, tentant notamment de rivaliser avec les subventions massives des États-Unis pour soutenir son industrie verte.

Une stratégie controversée parmi les économistes et dans la classe politique. « Notre faiblesse concurrentielle par rapport aux États-Unis n'est pas la taille des subventions ou des budgets, mais leur efficacité et l'agilité avec laquelle nous utilisons les fonds disponibles », a critiqué lundi le ministre des Finances allemand. Dix milliards d'euros de subventions, la somme est « à peine croyable », commente lundi le quotidien Süddeutsche Zeitung, relevant : « L'État subventionne chaque emploi créé à hauteur d'un million d'euros ».

20minutes

## Consommation d'essence

## Les activités redoublent pour les stations-service du Bénin, grâce au nouveau président nigérian

La suppression des subventions d'essence au Nigeria constitue un pilier de rentabilité pour les stations-service du Bénin. Néanmoins, la hausse des prix a constitué un choc pour le commerce de contrebande, et il faudra protéger les ménages qui en dépendaient. La fin des subventions sur les carburants au Nigeria a eu des répercussions au-delà de ses frontières, notamment au Bénin voisin.



Depuis que le nouveau président nigérian Bola Tinubu a mis fin aux subventions sur l'essence il y a deux semaines, ceux qui vendaient ce produit en contrebande et dans l'informel ont augmenté leurs prix, les faisant passer de 350 à 700 FCFA (0,5 à 1 euro) le litre, dépassant ainsi le prix de l'essence dans les stations-service officielles. Cette hausse des prix a eu un impact sur l'économie béninoise. En effet, les stations-service sont devenues les points d'achat privilégiés des consommateurs de carburant, y compris les « Zem » ou taxi-moto qui jusque-là jouissaient des bas prix du carburant du « bord de la voie ». Pour les gérants de stations-service, c'est une aubaine, car les volumes d'activités sont en hausse. De ce fait, la clientèle des nombreuses stations développées dans la ville de Cotonou sur les deux dernières années et qui tardaient encore à recevoir les volumes de clientèle espérés a considérablement augmenté. Par ailleurs, face aux nouveaux prix de carburant qui s'imposent à eux, les conducteurs de taxi-moto ont augmenté le prix des courses. Pour le moment, il est difficile de savoir combien de familles sont impactées par l'évolution des choses au Nigeria. Il s'agit de milliers de ménages, dont une partie de la résilience dépendait étroitement de la vente du carburant de contrebande. Le Bénin dépend fortement du Nigeria, son voisin et l'un des plus grands producteurs de pétrole en Afrique. La fermeture de la frontière entre les deux pays en 2019 a déjà causé des difficultés économiques au Bénin. La décision récente de mettre fin aux subventions sur l'essence souligne une fois de plus cette dépendance. Les autorités béninoises ont encouragé le développement de stations-service officielles afin de réduire la contrebande d'essence sur le marché, mais n'y parvenaient que difficilement. Ainsi, cette situation met en lumière les défis auxquels sont confrontés les pays de la région en matière de commerce transfrontalier. Alors que le Nigeria cherche à réduire les dépenses liées aux subventions sur les carburants, les pays voisins doivent faire face à l'impact économique de ses décisions. Il reste à voir comment cette situation évoluera et quelles mesures seront prises pour atténuer les conséquences pour les populations concernées.

## SOCIAL

## Les milliardaires Bill Gates et Aliko Dangote en visite au Niger pour discuter santé et développement



Au cours des dernières années, les hommes d'affaires Bill Gates et Aliko Dangote ont noué des partenariats pour développer des initiatives philanthropiques sur le continent africain. Ce lundi, ils ont tous deux été reçus par le président nigérian Mohamed Bazoum pour discuter de nouveaux projets. Bill Gates et Aliko Dangote sont en visite officielle au Niger. L'annonce a été faite ce lundi 19 juin par la présidence nigérienne qui indique que les deux hommes ont été reçus par le chef de l'Etat Mohamed Bazoum. Selon le communiqué, les deux hommes seraient en visite aux fins d'évoquer les partenariats entre leurs fondations et le Niger. Au menu des discussions, des questions liées au développement et à la santé (notamment la vaccination), deux domaines dans lesquelles l'ancien homme le plus riche du monde et l'actuel homme le plus riche d'Afrique mènent des œuvres caritatives. « Nous sommes très heureux de cet engagement du chef de l'Etat et du partenariat entre le Niger et nos deux fondations parce que la vaccination peut sauver des milliers de vies », a souligné Bill Gates. Et d'ajouter : « Nous avons également évoqué les actions que nous allons mener dans le cadre de l'élimination de la poliomyélite et les autres questions pour renforcer le système sanitaire au Niger ». Cofondateur de la société Microsoft dont il s'est progressivement retiré à partir de 2007, Bill Gates se consacre depuis plusieurs années à la Fondation Bill & Melinda Gates qui a soutenu, ces dernières années, de nombreuses initiatives dans le domaine de la santé en Afrique. Fin 2022, l'organisation philanthropique a annoncé son intention de décaisser plus de 7 milliards \$ au cours des quatre prochaines années pour aider les pays africains à lutter contre la faim, les maladies, les inégalités entre les sexes et la pauvreté. De son côté, Aliko Dangote est à la tête de la plus grande fondation en Afrique, dont les fonds s'élèvent à 1,25 milliard de dollars, selon l'ONG ONE Campaign. La Fondation Dangote intervient essentiellement sur les questions de nutrition, de santé et d'éducation. En 2012, les deux fondations avaient annoncé un partenariat pour éradiquer la polio au Nigeria.

Ecofin du 19 Juin 2023

**BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE**

mardi 20 juin 2023

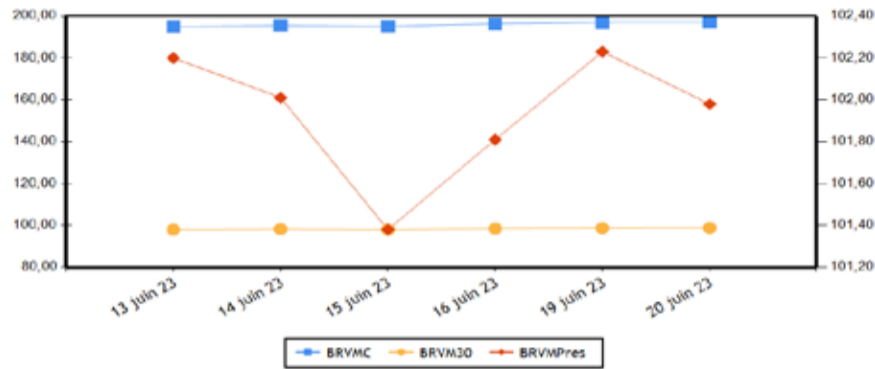
N° 116

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>197,13</b>
Variation Jour	0,13 %
Variation annuelle	-3,00 %

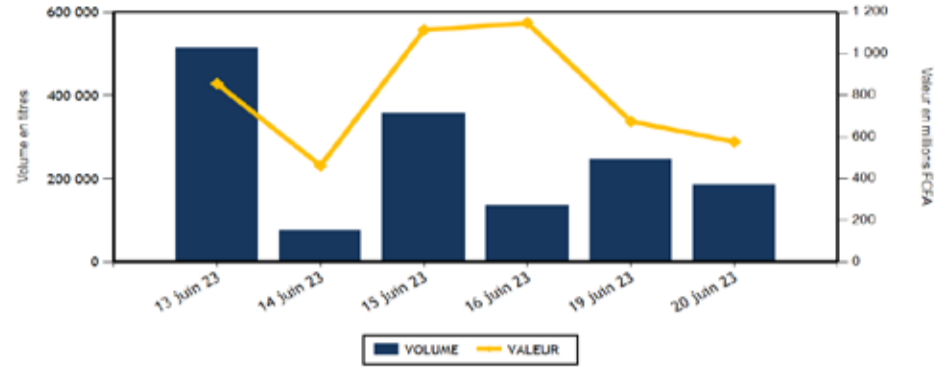
<b>BRVM 30</b>	<b>98,84</b>
Variation Jour	0,13 %
Variation annuelle	-1,16 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>101,98</b>
Variation Jour	-0,24 %
Variation annuelle	1,98 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 333 786 964 386	0,13 %
Volume échangé (Actions & Droits)	184 129	-13,59 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	570 935 922	70,68 %
Nombre de titres transigés	41	2,50 %
Nombre de titres en hausse	11	22,22 %
Nombre de titres en baisse	13	-13,33 %
Nombre de titres inchangés	17	6,25 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNIWAX CI (UNXC)	775	6,90 %	0,65 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 355	4,23 %	-3,21 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	9 545	1,54 %	-6,51 %
BICI CI (BICC)	7 000	1,45 %	2,19 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	555	0,91 %	-40,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 039 157 004 553	-0,07 %
Volume échangé	706	-97,94 %
Valeur transigée (FCFA)	6 726 666	-98,03 %
Nombre de titres transigés	4	-50,00 %
Nombre de titres en hausse	1	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	50,00 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAPH CI (SPHC)	2 995	-5,22 %	-40,04 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	755	-3,21 %	0,67 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	5 660	-2,33 %	-4,87 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	690	-1,43 %	1,47 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 860	-1,38 %	-10,49 %

**INDICES PAR COMPARTIMENT**

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,98	-0,24 %	1,98 %	118 730	262 034 322	6,19
BRVM-PRINCIPAL	36	94,00	0,35 %	-6,00 %	65 399	308 901 600	11,57

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	97,06	0,05 %	-6,87 %	11 016	17 369 460	28,87
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	472,00	0,67 %	-3,52 %	28 622	264 265 065	8,94
BRVM - FINANCES	15	76,63	-0,22 %	1,48 %	112 257	186 650 697	6,05
BRVM - TRANSPORT	2	314,26	0,00 %	-8,03 %	857	1 094 710	5,00
BRVM - AGRICULTURE	5	227,95	-1,21 %	-19,61 %	16 645	76 785 320	4,56
BRVM - DISTRIBUTION	7	351,51	-0,62 %	-1,96 %	13 622	23 566 320	12,21
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 338,76	0,00 %	14,21 %	1 110	1 204 350	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,07
Taux de rendement moyen du marché	8,19
Taux de rentabilité moyen du marché	8,74
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	122
Volume moyen annuel par séance	537 065,00
Valeur moyenne annuelle par séance	922 034 219,20

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	4,98
Ratio moyen de satisfaction	22,23
Ratio moyen de tendance	446,03
Ratio moyen de couverture	22,42
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	5,12
Nombre de SGI participantes	31

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'état

**BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES**

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tél : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

**PAYS DE L'UEMOA**



**UCA**  
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.  
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN  
 001 BP 8690 RP  
 uca@ucasgi.com  
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
 (229) 21 31 00 21  
 www.ucasgi.com

**SGI BENIN**  
 Carré 211 St Michel  
 immeuble SGI-Bénin 01 BP  
 4546 Cotonou.  
 Tél : (229) 21 31 15 41  
 21 31 15 71

**BOA CAPITAL SECURITIES**  
 Groupe BMCE BANK  
 BOA CAPITAL SECURITIES  
 Siège BOA Benin,  
 Boulevard de France  
 Tel : (229)  
 21315343/64182121

**SOCIETE DE BOURSE**  
 AGI  
 Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8688 RP Cotonou  
 contact@sgi-agi.com  
 +229 21318733  
 +229 21316066

**AFRICABOURSE**  
 Avenue Steinmetz Face  
 Immeuble Air Gabon 01 BP  
 6002 COTONOU BENIN  
 Tél : (229) 21 31 88 35 /  
 21 31 88 36

**BIFC Financial Services**  
 Société de gestion et d'intermédiation  
 Boulevard Saint Michel  
 Immeuble Agence BIFC Dantokpa  
 01 BP. 7700 Cotonou  
 Tél. +229 21324875  
 Tél. +229 21324876  
 sgibfs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

Table with 4 columns: N°, NOM DE LA PHARMACIE, TELEPHONE, ARR. Lists various pharmacies and their contact details.

Jours du marché Dantokpa

Calendar for June 2023 listing market days: Jeudi 01, Lundi 05, Vendredi 09, Mardi 13, samedi 17, Mercredi 21, Dimanche 25, Jeudi 29.

Taux de change

Table of exchange rates for various currencies: Dollar (USD), Euro, Livre Sterling, Naira, Cedi, Rand, Yen, Yuan, Rouble russe, Franc Suisse, Franc Guinéen, Roupie indienne, Droits de tirage spéciaux (FMI), Or (XAU), Argent (XAG).

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

Table of prices for essential products like Maïs, Mil, Gari, Haricot, Arachide, etc., including units and prices in FCfa.

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 20/06/ 2023

Cours des matières Premières du Mardi 20 Juin 2023

Table of commodity prices for various raw materials like Or, XAU/USD, Argent, Cuivre, etc., with monthly and percentage changes.

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Table of prices for hydrocarbons and gas: Essence, Pétrole, Gasoil, Mélange, Gaz domestique, Huile à moteur (essence), etc.

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Table of local market activities by region: Alibori, Borgou, Collines, Mono, Zou, Donga, listing locations and market days.



Sommet « pour un nouveau pacte financier mondial »

# Patrice Talon annoncé en France ce jeudi

Demain jeudi 22 juin 2023 jusqu'au 23 se tiendra à Paris, le Sommet « pour un nouveau pacte financier mondial » initié par le président français, Emmanuel Macron. Plusieurs Chefs d'Etats africains dont le béninois, Patrice Talon sont attendus à ce sommet.

● B.W

« 97 % des personnes affectées par les événements extrêmes vivent dans les pays en développement ». Alors qu'ils sont très peu industrialisés et ne prennent qu'une minime part dans les causes des changements climatiques, les pays africains en font tous les frais. Les défis pour eux sont énormes mais le déséquilibre dans l'accès aux financements les pénalise. Revoir les choses, c'est le but visé par le président français Emmanuel Macron qui aspire à un nouveau pacte financier mondial. C'est son ambition en an-



nonçant à la dernière conférence sur le climat, ce sommet qui réunira plusieurs pays. L'Afrique, grande victime, est fortement invi-

tée à ce sommet. Plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement y sont attendus, le Président béninois Patrice Talon y compris. Plus de

100 Chefs d'Etats et de gouvernement sont invités à travers le monde. En dehors de Patrice Talon, Mohamed Bazoum du Niger, Denis

Sassou-Nguesso du Congo, Filipe Nyusi du Mozambique, Bongo Ondimba du Gabon, et beaucoup d'autres sont attendus. Ce Sommet initié dans le dessein d'un nouveau pacte financier mondial « permettra de définir les principes des réformes à venir et de fixer une trajectoire vers un partenariat financier plus équilibré entre le Sud et le Nord ». Il est attendu à l'issue de ces assises, de nouveaux accords pour lutter contre le surendettement et permettre à davantage de pays d'accéder aux financements dont ils ont besoin pour investir dans le développement durable, mieux préserver la nature, faire chuter les émis-

sions et protéger les populations contre la crise écologique, là où c'est le plus nécessaire. Il sera l'occasion de revisiter l'aide au développement dans les pays en développement et de définir une nouvelle architecture de collaboration. Il s'agira également de faire le lien entre les besoins de financement pour le développement et le dérèglement climatique. Le Président Patrice Talon dont l'avis sur l'aide au développement a été clairement exprimé ces dernières années, pourrait à nouveau marteler son point de vue et proposer des astuces utiles à une coopération économique et financière utile aux pays qui sont dans le besoin.

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Moment rêvé pour signer des contrats, pour acquérir des biens, ou encore pour effectuer des transactions financières ou immobilières. En tout cas, vous pourrez améliorer votre situation matérielle de façon spectaculaire.

### Taureau

Vous risquez de connaître quelques difficultés financières, et vos rentrées diminueront comme par enchantement. Vous serez donc contraint de tenir serré les cordons de votre bourse, et plus que vous ne le voudriez. Mais vous pourriez même prendre goût à un mode de vie plus austère.

### Gémeaux

Avec cet aspect de Neptune, vous devrez rester vigilant concernant vos finances, vous méfier des mauvais choix et réfléchir longuement avant de signer le moindre contrat ou le moindre engagement. Mais avec Jupiter bien aspecté, il est tout à fait possible qu'après bien des inquiétudes, vous ayez droit à un coup de chance ou à un redressement spectaculaire.

### Cancer

La Lune influençant un de vos secteurs financiers indique un risque de stagnation, voire des difficultés, liées par exemple à un surendettement. Il faudra rester prudent et serrer les cordons de la bourse.

Avec le Soleil illuminant votre secteur argent, vous aurez sans

**Lion** doute l'opportunité d'améliorer vos revenus. N'hésitez pas à demander une prime quelconque si vous estimez la mériter. Si vous avez du mal à équilibrer votre budget, demandez de l'aide à vos proches ; ils seront ravis de vous donner un coup de main. Autre solution : allez voir votre banquier ; il sera de bon conseil et vous aidera à mieux gérer votre budget.

### Vierge

La situation financière devrait se stabiliser. Tous ceux d'entre vous, et notamment ceux du premier décan, qui ont dû affronter dernièrement une situation pécuniaire difficile vont pouvoir rééquilibrer leur budget.

L'action simultanée de plusieurs planètes amènera de la chance

**Balance** dans les placements à long terme et les investissements immobiliers aujourd'hui. A vous de savoir en profiter ! Ce serait dommage rater le coche par paresse ou étourderie.

### Scorpion

Fiez-vous à votre intuition pour vos placements et spéculations diverses. Vous aurez tout le pouvoir de persuasion souhaitable dans ce domaine, et vos transactions pourront en bénéficier de manière remarquable.

### Sagittaire

Avec la configuration astrale de ce jour, ce sera le moment idéal pour consolider votre situation matérielle, réaliser des transactions immobilières profitables, préparer votre retraite ou assurer l'avenir des vôtres. Vous voyez, "il n'y a pas que des épines sur les rosiers, il y a aussi des roses" (Thai Hoa).

### Capricorne

Les opportunités financières qui vous ont échoué dernièrement se feront plus rares. Neptune vous portera encore chance. Mais restez prudent, car cette planète pourrait vous rendre trop optimiste. Attention, donc, à ne pas continuer à croire au Père Noël, et à ne pas accorder votre confiance à n'importe qui.

### Verseau

Cette journée marquera une nette amélioration de votre situation matérielle. Vous pourrez effectuer des transactions profitables, à condition toutefois de choisir des placements sûrs. Une rencontre se révélera très utile.

### Poissons

Tout ira bien sur le plan financier si vous restez très prudent et évitez les dépenses inutiles. Mais si vous cédez aux tentations, vous ne pourrez éviter de subir le contrecoup de l'impact négatif de Pluton. Ce ne sera pas non plus le moment de prendre des décisions financières importantes, qu'il s'agisse d'achat, de vente ou de placements.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007  
Sikèkodji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

### Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

### Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

### Directeur de publication

Jules AFFODJI

### Rédacteur en chef

Falco Vignon

### Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO  
(66656265)

### Rédacteurs

Nestor DEHOUNDI

Bidosessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

### Rock AMADJI

(Correspondant Zou-Collines)

### Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

### Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

### Franck Vial, correspondant

France de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

### Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

### Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

## Entretien avec Oleg Nesterenko

## La guerre en Ukraine, c'est la guerre de la monnaie américaine

La guerre en Ukraine continue toujours de faire parler d'elle. Dans cet entretien avec L'Eclaireur, Oleg Nesterenko, président du CCIE passe au peigne fin ce conflit dont la fin est incertaine.

Ce n'est qu'en constatant que malgré ses efforts tout au long des années pour développer des liens de bonne entente et de collaboration constructive, que l'Occident devenait de plus en plus agressif - une désillusion suivie d'une profonde réévaluation des rapports a eu lieu chez le chef de l'état russe.

La base navale au Vietnam a été rouverte. La base navale délabrée en Syrie a été élargie, renforcée et modernisée avec plus de 500 millions de dollars d'investissement. Très récemment, le 10 mai dernier, la Russie a quitté le FCE, dont elle avait gelé sa participation depuis 2007. Cette fois, elle le quitte définitivement, car le bénéfice du doute n'est plus possible quant à l'arrêt de sa violation par l'Otan, violation qui perdure depuis plus de vingt ans.

Et le projet de la nouvelle base des forces navales russes à Khartoum au Soudan a vu le jour.

### Comme la base navale de Sébastopol, le Soudan est un point stratégique ?

Il ne faut pas oublier que la mer Rouge est déjà contrôlée par l'Occident. Il y a les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie. Ainsi que le Japon et la Chine a également depuis 2017 une base militaire navale à Djibouti. Cette présence occidentale est logique au titre de la sécurisation de la zone de la mer Rouge, du Golfe d'Aden et du contrôle d'accès à l'océan Indien, vu les flux commerciaux et militaires qui y transitent. Les intérêts économiques de la Russie dans la région



sont importants. Les Russes n'oublient pas non plus que les Américains ont également une base militaire à Diego Garcia dans l'océan Indien. Alors, l'intérêt stratégique de leur présence militaire au Soudan est parfaitement légitime.

Le projet au Soudan fait partie de la nouvelle doctrine militaire qui élargit la présence navale russe de par le monde depuis le début de la guerre en Ukraine.

Comme je le disais, les premiers accords russo-soudanais datent de 2017. Ensuite, avec le renversement en 2019 d'Omar el Bachir, avec l'aide bienveillante de nos amis américains, ils risquaient d'être annulés. Depuis, un nouveau gouvernement a été nommé, et, malgré les pressions très importantes des Etats-Unis, l'accord russo-soudanais a été reconfirmé. Ce gouvernement provisoire a été renversé à son tour. Mais cela n'a pas changé grand-chose. L'accord n'a non seulement pas été annulé mais, après une renégociation, définitivement confirmé et officialisé.

Au Soudan, la Russie a toujours eu pour principe d'une part, de construire des relations positives et constructives avec tous les acteurs majeurs de la politique soudanaise et non seulement avec la personne du chef de l'État et, d'autre part, de ne pas s'ingérer dans la politique intérieure du pays. Aujourd'hui, nous avons deux acteurs majeurs de la politique soudanaise qui sont en confrontation : le général Fattah al-Burhan face au général Hamdan Dogolo. Mais, malgré tout ce qui se passe sur le terrain, je ne considère pas que le projet de base navale russe soit en grand danger. Car il est trop bénéfique pour le Soudan, peu importe qui sera au gouvernail du pays demain.

**Un tel projet ne pourrait être annulé que par une meilleure et sérieuse contre-proposition. Or, les Américains n'ont jamais rien proposé à Khartoum hormis leurs menaces traditionnelles de punir le pays pour leur partenariat avec les Russes.**

Dans tous les cas de figure, selon le droit international, un accord doit être ratifié pour entrer en vigueur. Si l'accord sur la base navale a été officialisé en janvier 2023 après des années de négociations, la ratification ne peut avoir lieu qu'à l'installation d'un gouvernement civil et d'un organe législatif, ce qui n'est pas envisageable à court terme. Néanmoins, selon les informations dont je dispose, le projet n'est nullement caduc et verra le jour quand la situation politique soudanaise se stabilisera.

**Source:** <https://eclaireur.substack.com/p/la-guerre-en-ukraine-cest-la-guerre>

## Conduite

# Les transporteurs Béninois au Gabon reçoivent leur permis biométrique

Une délégation du ministère des transports conduite par Rodrigue Michowadou, directeur des titres du transport, a séjourné à Libreville. Le but de ce déplacement en Afrique centrale est de procéder à la remise officielle des permis de conduire biométriques aux transporteurs Béninois vivant au Gabon.

● Belmondo ATIKPO

La dématérialisation des services initiée par le gouvernement depuis 2021 est effective au ministère des transports. Les permis de conduire à papier à trois volets vulnérables n'ont plus droit de cité au Bénin. Le gouvernement du président Patrice Talon vient de lancer les permis de conduire biométriques. La phase pilote de l'enrôlement et de distribution de ce nouveau format des permis de conduire biométriques s'est déroulée à Libreville au Gabon. La cérémonie d'enrôlement et de remise de ces précieux

sésames s'est déroulée sans anicroches au Consul du Bénin près le Gabon. Le Consul du Bénin au Gabon, Youssouf Maroya a rehaussé de sa présence l'évènement. Dans ses propos liminaires, il a dit tout le bien qu'il pense de l'initiative : « nous avons la présence dans nos locaux d'une délégation du ministère des transports du Bénin en terre gabonaise pour faire l'enrôlement des transporteurs ayant le permis ordinaire Béninois en permis de conduire biométriques. Aujourd'hui, il y a un autre format pour le permis de conduire au Bénin, il s'agit du permis de conduire biométriques ». Le chef de la délégation du



ministère des transports du Bénin dépêché au Gabon, Rodrigue Michowadou a salué la vision du chef de l'Etat à innover à partir des outils du numérique. Il a

cité les avantages du nouveau permis de conduire biométrique. A propos de ce permis de conduire numérisé, le directeur des titres de transport du Be-

nin, Rodrigue Michowadou se veut rassurant : « (...) nous avons renforcé le dispositif de sécurité lié à ce permis. Ce permis de conduire quelle qu'en soit l'intempérie ne pourra pas être détérioré ». Il cite quelques avantages de cette pièce : « ce nouveau permis que nous avons sorti, a un aspect sécuritaire, légal et esthétique. Ce permis ne peut plus être falsifié parce qu'il a assez de garantie ». Les transporteurs Béninois au Gabon se sont massivement déplacés au siège du Consul du Bénin près le Gabon pour faire les formalités d'usage afin de retirer la précieuse pièce. Pour ce faire, les transporteurs

doivent déposer les anciens permis format papier pour reprendre le permis de conduire biométrique. Ce nouveau permis ressemble à la carte d'identité ou à la carte de séjour. Ayouba Coudjo et Théodore Zounon, tous deux transporteurs Béninois au Gabon, ont exprimé toute leur joie : « de l'heureux aboutissement de l'opération ». Ils poursuivent : « ce permis est pratique même s'il tombe dans l'eau il ne va pas s'abîmer ». C'est donc une nouvelle ère qui s'ouvre au ministère des transports via ce nouveau format de permis de conduire biométrique qui a une validité de 10 ans.

## Bonne gouvernance au Bénin

## Le FMI note des progrès, mais....

Le Bénin a réalisé beaucoup de progrès dans divers domaines mais il reste encore des efforts à faire pour booster véritablement le développement du pays. Dans une mission conduite par, Claude Wendling, David McDonnell et Bonolo Namethe, trois experts du Fonds monétaire International (FMI), quelques ont été formulées dans la lutte contre la corruption.

## La note de la mission du FMI

## « Soutenir le Bénin dans ses efforts de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption »

À la demande des autorités du Bénin, le Fonds Monétaire International a conduit en 2022 un diagnostic de la gouvernance. Cette étude visait à identifier les vulnérabilités à la corruption susceptibles de nuire à l'agenda de développement du pays et à proposer des recommandations pour y faire face. Le diagnostic a traité des fonctions de l'Etat les plus pertinentes pour le développement économique, qui sont couvertes dans le cadre du programme de 2018 du FMI pour un engagement renforcé sur la gouvernance (gouvernance des finances publiques, supervision du secteur financier, régulation des marchés et état de droit, ainsi que la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme – LBC-FT). La gouvernance de la banque centrale et ses opérations n'ont pas été couvertes dans la mesure où le Bénin est membre de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Le gouvernement s'est fortement engagé pour la réussite du diagnostic. Après sa réélection en 2021, le Président de la République a fait de l'amélioration de la gouvernance le premier axe du Programme d'Action du Gouvernement 2021-2026, dans la droite ligne des efforts déjà entrepris depuis 2016. L'équipe du FMI a pu constater que la gouvernance au Bénin avait fait des progrès substantiels au cours des dernières années dans plusieurs domaines. En ce qui concerne la gestion des finances publiques, la transition vers les budgets de programme en conformité avec les directives UEMOA est un succès, soutenu par un système d'information financière de l'Etat pleinement intégré. La transparence budgétaire a progressé, ainsi qu'en témoigne le classement du Bénin sur l'indicateur "Transparence" de l'Enquête sur le Budget Ouvert de 2021 – le deuxième pays d'Afrique avec un score de 65 sur 100, derrière l'Afrique du Sud avec un score de 86. Le Bénin ouvre la voie en Afrique francophone pour la mise en œuvre des réformes relatives au contrôle et à l'audit internes. Une Cour des Comptes a été instituée et est en cours d'opérationnalisation. Le cadre de la commande publique a bénéficié d'une refonte complète. Dans le domaine de la politique fiscale, une meilleure gouvernance des dépenses fiscales mérite d'être saluée. De même, la mise à jour du cadre juridique et l'adoption d'un plan d'action pour renforcer la lutte contre le blanchiment de capitaux ont permis des avancées significatives dans le domaine de la LBC-FT. L'état de droit a été renforcé au travers d'une meilleure accessibilité de la législation, de la création d'une justice commerciale et du développement des e-procédures.

Toutefois, il reste encore des marges, principalement pour (i) améliorer davantage le cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption ; (ii) renforcer la transparence dans des domaines d'importance cruciale tels que les pouvoirs disciplinaires et procédures de nomination applicables à la magistrature, et (iii) renforcer la capacité et les outils analytiques dans certains secteurs.

Les recommandations formulées par le FMI dans le diagnostic de la gouvernance couvrent un large spectre. Par exemple, le rapport propose des mesures pour combattre la perception d'interférence dans le système judiciaire et les suspicions de corruption à l'encontre des juges, à travers une plus grande transparence sur la promotion des magistrats et sur les sanctions infligées aux juges pour faits de corruption.

L'équipe du FMI a aussi fait des recommandations d'envergure pour améliorer le cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption. Tout d'abord, l'autorité et la légitimité de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme (CRIET), créée en 2018, serait renforcée par la publication de ses jugements et des statistiques afférentes. La mise en place effective du Haut Commissariat pour la Prévention de la Corruption, créé par une loi de 2020, demeure une étape importante, qui reste à mettre en œuvre. Enfin, des améliorations significatives dans le cadre juridique de lutte contre la corruption sont nécessaires pour assurer (i) une protection suffisante des lanceurs d'alerte, (ii) un régime adéquat relatif aux conflits d'intérêt, et (iii) un cadre applicable aux déclarations de patrimoine, incluant une obligation effective de soumettre une telle déclaration pour les personnalités politiques et hauts fonctionnaires, au-delà de l'obligation constitutionnelle déjà existante qui s'applique à un nombre très restreint de décideurs politiques (le président et les membres du gouvernement). Le rapport relatif au diagnostic de la gouvernance a été publié en février 2023 sur le site Internet du Ministère de l'Economie et des Finances et il est désormais également disponible sur le site Internet du FMI (en français et en anglais). Depuis la fin de la mission en septembre 2022, les discussions se sont poursuivies et des activités d'assistance technique complémentaires ont eu lieu. Les autorités comptent utiliser les recommandations du rapport comme une source d'inspiration pour leur propre plan d'action national et pour l'actualisation de leurs engagements dans le cadre du programme économique et financier en cours d'exécution, avec l'appui de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) du FMI. En conséquence, des engagements relatifs à la gouvernance – visant à renforcer le cadre de la lutte contre la corruption et l'état de droit – ont déjà été intégrés dans le programme, à la suite de la seconde revue du programme qui s'est tenue en mai 2023.

## Lutte contre l'extrémisme violent

## Les populations déplacées de Tanguiéta reçoivent des kits

L'esplanade des bureaux de l'arrondissement de Tanongou dans la commune de Tanguiéta a servi de cadre à la cérémonie officielle de remise des kits d'urgence aux déplacés de Tanguiéta et Tanongou. C'était en présence des autorités politico-administratives et des partenaires.

La remise de ces kits d'urgence se situe dans le cadre de l'appui à la réponse à l'urgence et à la préparation renforcée dans quatre communes de l'Atacora et l'Alibori affectées par la menace sécuritaire. Les dons proviennent de l'UNICEF et sont constitués de 78 kits d'hygiène et de cuisine aux nouveaux ménages de déplacés et des personnes déplacées internes (PDI) de la Commune de Tanguiéta. 42 kits sont allés à l'endroit des ménages de l'arrondissement de Tanongou et 36 pour ceux de l'arrondissement de Tanguiéta centre.



L'ONG Éduco-Bénin qui met en œuvre l'intervention avec l'appui technique et financier de l'UNICEF a pris une part active dans l'exécution de cette activité. Elle a reçu l'appui du Centre de promotion sociale et de la Mairie de Tanguiéta qui ont mobilisé les forces

vives de la Commune et les membres du sous comité technique de protection des enfants en situation humanitaire et a assuré la distribution aux ayants droits. Il faut préciser que, le mois de juillet 2022, 155 ménages réfugiés de la Commune de Tanguiéta avaient aussi bénéficié des kits d'urgence offerts par l'UNICEF ce qui porte le nombre de ménages réfugiés ayant bénéficié des kits à 233. Les bénéficiaires sont repartis satisfaits et ont promis faire bon usage des dons.

Emmanuel AKAKPO  
(Br Atacora-Donga)

## Super ligue pro de football

## 09 joueurs suspendus pour inconduite par la FBF

La dernière journée de la super ligue pro de football, saison 2022-2023 se jouera ce samedi 24 juin 2023 sans certains joueurs.

REPUBLIQUE DU BENIN FÉDÉRATION BÉNINOISE DE FOOTBALL (F.B.F.)						
LIGUE DE FOOTBALL DU BENIN Championnat Pro Phase 2						
SLP : Liste des joueurs suspendus au titre de la 24 <sup>ème</sup> Journée						
N° DT/Club	Équipe	Joueurs	N° Licence	Journées de Suspension	Motifs de suspension	Journées de Suspension
01	ASPAC FC	FOUSSÉNI Chérif-Dine	00021009	2P	Deux Cartons Jaunes	2P
02	AS COTONOU FC	ASARE Nana Pélé	00022008	1P-1P-2P	Carton de Cartons Jaunes	2P
03	BUFFLES FC	ADOUNKPE S. Odilon	00023008	1P-1P-2P	Carton de Cartons Jaunes	2P
04	CAVALIERS FC	ABENSI Anou Jeanne	00024007	1P-1P-2P	Carton de Cartons Jaunes	2P
05	BARBE FC	BOURAMA Abou K.	00151002	2P	Deux Cartons Jaunes	2P
06	DYNAMO AB FC	ALORO Rodolphe	00180006	1P-1P-2P	Carton de Cartons Jaunes	2P
07	JAK FC	SIKOUYE Sidwane	00140004	1P-1P-2P	Carton de Cartons Jaunes	2P
08	LOTO POPO FC	SEDIANE Prétich	00025009	1P-2P-2P	Carton de Cartons Jaunes	2P
09	TAKUNNIN FC	MONLAËE Olyvia Fata	00195004	1P-2P-2P	Carton de Cartons Jaunes	2P

## ● Belmondo ATIKPO

Neuf joueurs évoluant en championnat national de football de première division ne pourront pas disputer les matches de la dernière journée de la super ligue pro de

football. Et pour cause, pour entorse aux règles de fair-play, ces cadres ne figureront pas sur la liste de leurs clubs ce mercredi et ce jeudi. La Fédération Béninoise de Football via sa commission sanction, discipline et pénalité a pris

des sanctions disciplinaires contre ces footballeurs.

Cette saison, la FBF a déjà sanctionné plus d'une fois les joueurs hors-la-loi. Ces derniers suivront les matches de leurs équipes depuis les tribunes. Chaque équipe a eu pour son compte. L'Association du port autonome de Cotonou (ASPAC) sera primée d'un de ses joueurs fétiches. Il s'agit de Fousséni Chérif-Dine. Asare Pélé de l'AS Cotonou est suspendu pour cumul de cartons. Adoukpe Odilon des Buffles ne jouera pas aussi pour son équipe. Les Cavaliers de Nikki, Dadjè FC, Dynamo d'Abomey, la JAK, Loto Popo FC et Takunnin FC seront respectivement privés d'un cadre chacun.



**Avec ARESS,  
vivez l'Energie,  
l'Energie de Qualité  
pour tous**

LA QUALITE POUR TOUS

f in @ ARESS

(+ 229) 96 63 96 82

# GROUPE DE PRESSE L'ECONOMISTE

📍 SIEGE SOCIAL  
Sikècodji,  
Cotonou

**L'économiste du Bénin**  
www.leconomistebenin.com  
leconomistebenin1@gmail.com  
Téléphone : +229 97 09 64 17  
+229 69 19 08 80

**L'économiste du Togo**  
www.leconomistedutogo.tg  
contact@leconomistedutogo.tg  
Téléphone : +228 90 16 47 09

**L'économiste du Niger**  
www.leconomisteniger.com  
BP 10.646, Niamey, Niger  
Téléphone : +227 96 96 45 61

**L'économiste du Sénégal**  
www.leconomistesenegal.com  
leconomistesenegal@gmail.com  
Téléphone : 70 907 60 12

**L'économiste du Mali**  
www.leconomistedumali.com



**REJOIGNEZ-NOUS SUR NOS  
DIFFERENTS CANAUX DIGITAUX**

- L'économiste du Bénin
- L'économiste du Bénin
- L'économiste du Bénin
- L'économiste du Bénin
- www.leconomistebenin.com

Toute l'actualité économique sous-régionale, africaine et internationale, des informations économiques, bancaires, financières et boursières, dans un seul quotidien.

**Le Groupe de presse L'Economiste, plus grand, plus fort, plus loin !**